

# Hubert Pierlot, un portrait contrasté

La mémoire collective nationale n'a retenu de l'homme politique catholique Hubert Pierlot (1883-1963) que son opposition au roi Léopold III. Pourtant, le parcours du « Premier ministre du gouvernement belge en exil à Londres » a été bien plus riche et plus complexe. Au début 2011, l'historien Pierre Van den Dungen (ULB) publiera une biographie de Pierlot<sup>1</sup>. Grâce à des archives familiales inédites, le chercheur en brosse un portrait substantiel (près de cinq-cents pages, avec carnets de photographies, appareil critique, chronologies récapitulatives...).

En attendant la sortie officielle de l'ouvrage, la rédaction de *La Revue nouvelle* offre une sorte d'avant-gout à ses lecteurs à l'aide de quelques extraits choisis et commentés en italiques. Les intertitres sont de la rédaction.

*En 1910, Hubert Pierlot achève son travail de fin d'études (en droit et sciences politiques à l'université de Louvain) par un voyage au Canada. Le périple — car c'en est un! — a lieu dans le cadre du Congrès eucharistique international, organisé à Montréal sur l'initiative de Mgr Bruchési. La Res Publica intéresse déjà Pierlot. Ainsi découvre-t-il le très croyant peuple des « Canadiens français », décidément « intelligent » et « passionné », qui aurait le « bon sens anglais »... Il s'émerveille aussi des talents oratoires du « député-journaliste » Henri Bourassa dont il écoute, dans la cathédrale de Montréal, une allocution devenue depuis l'un des textes phares de la cause francophone au Canada.*

Pour Pierlot, Bourassa représente « le plus beau caractère et le plus beau talent que je connaisse ici... un Drumont sérieux ». C'est

un homme, précise-t-il, qui veut la paix entre les « races » (un terme récurrent chez Pierlot, mais à comprendre dans le sens ancien de « peuple »), de la place pour tous, du loyalisme sans fusion. En somme, le respect de la patrie et de la religion autant que celui de la langue. Le « parti pris absolu » de l'orateur emporte l'adhésion tant le discours est superbe « de forme et de fond ». Pierlot admire le politique « qui incarne le mieux les idées de la masse de la population » parce qu'il ne parle pas pour ne rien dire, parce qu'il crée des œuvres économiques pour « conserver les ouvriers »... Mais aussi parce qu'il veut des prêtres francophones tant il est vrai, estime-t-il, que chacun ne prie vraiment que dans sa « langue maternelle ». En voici donc un représentant du peuple qui « parle net et ne déraile pas en s'emballant ». La fibre nationaliste

<sup>1</sup> Aux éditions Le Cri (Bruxelles).

du jeune Belge est également touchée par cette partie du discours où Bourassa dit que les Canadiens « ont beaucoup à apprendre de cet admirable petit pays qui, après cinq siècles de domination étrangère, a consacré son existence, conquis son indépendance et a aussitôt employé celle-ci à se donner la liberté religieuse... » À ce petit pays qui... que... bref, il parle de la Belgique, des œuvres sociales de laquelle il fait un tableau complet. « Cela fait un vif plaisir de trouver si loin un homme si au courant de tout cela et j'avoue qu'il m'a fait passer un bon moment<sup>2</sup>. » Et Pierlot le « taiseux » de lancer un tonitruant « Vive Bourassa ! » Mais, confie-t-il avec humour, « Je me trouvais sous l'orgue dans une sorte de portevoix par conséquent, et, au lieu de se perdre dans le tas, mon mugissement est arrivé jusqu'au chœur où il a presque épouvanté les autorités qui ont cru à un cri séditieux. Je ne m'en suis pas vanté quand j'ai appris l'effet. »

Enfin, d'une voix un peu rauque, mais « très souple... très variée d'intonation », qui charme Pierlot — auquel on reprochera souvent le ton monocorde de la sienne — l'orateur « suspend l'attention et conserve le silence jusqu'à ce que l'idée, avec ses restrictions et ses nuances, soit entièrement sortie ». La prestation est en vérité passée au crible, jusqu'à la gestuelle de Bourassa trouvée d'un « symbolisme superbe ». Il brosse, au final, le portrait de l'homme politique idéal chez qui « le fond vaut mille fois mieux encore que la forme ; tout le caractère désintéressé, chevaleresque (le mot devient bête mais ici il s'impose) de l'homme dépasse le reste. Ouf ! Suffit pour aujourd'hui. ».

## 14-18, la mort au quotidien

*Très patriote, Hubert Pierlot compte parmi les vingt-mille jeunes Belges (il a alors trente-et-un ans) qui se portent volontaires en 1914 afin de défendre le pays contre l'agression allemande. Il a laissé des Carnets inédits de son expérience (de cinquante-deux mois !) au front. Le futur Premier ministre a participé à toutes les campagnes de l'armée belge. Il a vu la mort de près. Il a aussi vécu l'expérience de la peur, du froid, de la faim, de l'ennui... Comme il l'a déclaré lui-même à plusieurs reprises, sa participation à la Première Guerre mondiale a totalement changé l'homme qu'il était. Augmentant d'autant une apparence déjà austère.*

Les combats commencent en septembre pour le 10<sup>e</sup> de Ligne, cantonné à Saint-Nicolas, et ne s'arrêtent pas avant la fin du mois suivant. Pierlot voit son baptême du feu aux alentours de Termonde, qu'il retrouve détruite, telle un squelette pour ainsi dire. Le bruit de la mort lui apparaît aussi lors de son premier contact avec les shrapnels. « Je fis une invocation mentale, puis je sentis mes muscles des jambes et des bras se décontracter en une sensation d'impuissance, d'anéantissement », jusqu'à l'explosion « formidable » qui mettait fin à l'épreuve, comme « un dénouement ». Hubert Pierlot, dont tout le monde en politique reconnaîtra le courage moral et physique, ressent, sur le front des Flandres, la peur au plus profond. Celui qui dit ne jamais l'avoir éprouvée, insiste-t-il, « ou il ment, ou il n'a jamais été au feu<sup>3</sup> ». À cette époque, ce passionné de chasse s'est autant senti gibier que chasseur ; son premier « Boche » abattu lui a d'ailleurs procuré « exactement la même impression que de tirer sur un gros cerf<sup>4</sup> ». L'apprentissage de la mort au quotidien. En reconnaissance au lendemain d'une échauffourée, Pierlot

<sup>2</sup> Archives privées Hubert Pierlot, 12 septembre 1910, Montréal, place Vigier Hôtel, H. Pierlot à sa « chère Maman ».

<sup>3</sup> *Cahiers Première Guerre mondiale (CPGM), Carnets 14-18*, 2<sup>e</sup> partie, n° 4, p. 83.

<sup>4</sup> *CPGM, Carnets 14-18*, 2<sup>e</sup> partie, n° 4, p. 95-96.

observe « des choses brunâtres, informes », des cadavres de fantassins allemands, au milieu d'un champ de betterave. Il est frappé de « l'air macabrement grotesque » de macchabées qu'il compare aux mannequins « de magasins d'équipements coloniaux ». Malgré l'« horrible odeur » et une vision qui le poursuit plusieurs jours, Pierlot n'en conserve pas moins son esprit scientifique et procède à un décompte des morts: « une trentaine sur deux hectares de terrain. » Il renonce cependant à leur retirer armes et équipements, comme ordonné, tant la tâche lui paraît « écœurante ». Il se contente d'emporter une plaque de ceinturon avec l'inscription « d'une ironie atroce en ce moment: *Gott mit uns*<sup>5</sup> ».

### Politique du gouvernement, politique du roi

*Une certaine historiographie a voulu réduire à une querelle entre deux caractères (Pierlot et Léopold III) l'opposition entre, d'une part, le Premier ministre et ses gouvernements successifs et, d'autre part, le roi et son entourage. À la suite de Jean Stengers, de Jan Velaers et Herman Van Goethem<sup>6</sup>, Pierre Van den Dungen montre l'existence de « deux politiques » (dont une « personnelle » de Léopold III). À nouveau, l'auteur bénéficie de documents remarquables pour étayer ses dires: les Carnets inédits du Premier ministre, tenus, au jour le jour, de 1939 (année de son accession au poste de Premier) à 1944.*

« Dès novembre 1939, le roi demande avec insistance une réduction du nombre des ministres du Cabinet. Pierlot promet de consulter, non sans rappeler au souverain la nécessité de respecter les équilibres poli-

tique et linguistique. Ses collègues les plus proches mis au courant, le général Edgard Denis, à la Défense, et surtout Camille Gutt — que la requête « horripile » — sont opposés à tout remaniement<sup>7</sup>... En vérité, Léopold III, aidé de ses conseillers... cherche à provoquer la démission de Pierlot, mais sans porter publiquement la responsabilité d'une nouvelle crise de l'exécutif. Au terme de la réunion avec le souverain, Capelle note, dépité, que le Premier ministre « n'a toujours rien compris<sup>8</sup> »... Ainsi, le même jour, le roi recevait-il Maurice Lippens afin de lui proposer de former un nouveau gouvernement. Il semble que le libéral ait demandé au souverain d'attendre la fin des réunions du Parlement avant d'agir. Devant le manque de résultat de cette forme de persuasion, lancinante mais douce, Léopold III souhaite poser un ultimatum à Pierlot.

Il rédige une lettre sans ambages le 17 novembre: « Si, malgré mes avertissements répétés, un redressement sérieux ne s'opère pas au plus tôt, le gouvernement encourra vis-à-vis du Pays une responsabilité que paraîtrait couvrir mon silence apparent. Et ceci n'est pas possible. »

En substance, il demande à Pierlot de répondre avec « la franchise qu'il apprécie chez lui en cas de désaccord ». Et de conclure: « Dans ce cas, je ne doute pas que je pourrais toujours, à un titre quelconque, compter sur votre précieuse collaboration dans toute autre combinaison ministérielle. »

Mais Léopold III n'envoie pas cette missive de feu, marquée par l'humeur. Le 18, il préfère adresser une lettre, toujours aussi critique, mais dans laquelle il accepte de se ranger provisoirement à l'avis du Premier sur la difficulté présente de réduire l'équipe. À la condition, précise-t-il, que le gou-

<sup>5</sup> CPGM, Carnets 14-18, 2<sup>e</sup> partie, n° 4, p. 102-107.

<sup>6</sup> J. Stengers, *Léopold III et le gouvernement. Les deux politiques belges de 1940*, éditions Racine, 2002, 2<sup>e</sup> éd et J. Velaers, H. Van Goethem, *Léopold III, de Koning, het Land, de Oorlog*, Lanno, 2001, 3<sup>e</sup> édition. Herman Van Goethem est d'ailleurs l'un des membres du comité de lecture de l'ouvrage de Van den Dungen.

<sup>7</sup> *Carnets de la Seconde Guerre (CSG)*, C1, 11-11 1939, p. 8 et suivantes

<sup>8</sup> J. Velaers, H. Van Goethem, *op. cit.*, p. 141, p. 1021.

vernement montre « plus d'énergie et de volonté<sup>9</sup> ».

Pierlot accuse le coup. Il prend le temps d'un dimanche à Bertrix et d'une partie de chasse réparatrice avant de répondre le 20 novembre. Il a également rencontré de Lichtervelde qui, d'expérience, lui a parlé des « difficultés traditionnelles entre la couronne et le gouvernement<sup>10</sup> ». Dans sa réponse mesurée, Pierlot ne se montre pas opposé au remaniement. Mais, selon sa méthode, il demande d'attendre l'« indication des circonstances » pour l'effectuer. La pression augmente aussitôt du côté des conseillers du souverain. Sur sollicitation royale, insistent-ils, ils s'immiscent dans des dossiers en cours. Ce même 20 novembre, ce sont Fredericq et Capelle qui envoient un courrier au Premier, posent des questions — « un interrogatoire »... — sur la constitutionnalité d'une décision<sup>11</sup>... Retenons pour l'instant que, dans le gouvernement, nul ne peut plus ignorer, à commencer par Pierlot, que Laeken estime le ministère indésirable. C'est bien « ainsi qu'on traite une affaire quand on veut former un dossier contre quelqu'un », conclut Pierlot<sup>12</sup>.

Paul-Henri Spaak a également reçu un courrier « désagréable » de Léopold III, inspiré par Capelle croit-il, au sujet de la gestion de son département. Il faut clarifier la situation. Pierlot obtient audience auprès du roi, le 24 novembre. Le ton de l'entrevue est direct : « J'ai dit tout ce que j'avais à dire : il y en avait beaucoup. J'ai signalé le manque de liaison entre la couronne et le gouvernement. Le roi ne présidant plus les

conseils, cette question est capitale. Le cabinet du roi revoit les affaires, s'entoure de conseils et formule auprès du roi un avis. Il y a là une déviation. Les conseils naturels du roi sont les ministres... C'est à eux qu'il faut faire des remarques. Maintenant ils n'ont même pas l'occasion de les défendre. En résumé : cela ne va pas... »

À cette date, le Premier ministre propose sa démission puisqu'il lui semble ne plus bénéficier de la confiance royale. En vérité, le roi ne veut pas porter la responsabilité de la chute du ministère en pleine *drôle de guerre*. C'est ainsi qu'au terme de l'entrevue, malgré la profondeur des divergences entre le palais et le gouvernement, Pierlot sort rasséréné, convaincu d'avoir aplani les oppositions. Il est même gratifié d'un éloge « plus appuyé » qu'il ne pouvait s'y attendre. Il sait que cela ne va pas durer de la part de cet « homme si seul » pour lequel il éprouve de la « compassion<sup>13</sup> ». De fait, dès le 30 novembre, interventions et initiatives des conseillers reprennent tant auprès du Premier que de son ministre des Affaires étrangères, en charge de l'autre domaine d'action politique que ceux-ci croient en bonne part relever des prérogatives royales<sup>14</sup>. « Que puis-je pourtant dire de plus clair qu'à la dernière audience ? », se lamente Pierlot<sup>15</sup>.

## Le gouvernement en exil

Pierlot arrivera en Grande-Bretagne avec Spaak (ministre des Affaires étrangères) le 22 octobre 1940. Albert De Vleeschauwer, ministre des Colonies, et Camille Gutt, aux Finances, s'y trouvent déjà : le premier depuis début juillet, le second depuis début aout. À cette époque, les autres membres du gouvernement ont refusé de quitter

9 J. Stengers, *L'action du roi en Belgique depuis 1831. Pouvoir et influence*, éditions Duculot, 1994, p. 71-72.

10 CSG, C1, 20-11 1939, p. 26-27.

11 CSG, C1, 21-11 1939, p. 28-29 et Archives générales du royaume (AGR), dossier 35 : ensemble lettres Léopold III, farde 1939, 20-11 1939, L. Fredericq à H. Pierlot, Liste de questions, 2 p. et 20-11 1939, R. Capelle à H. Pierlot.

12 CSG, C1, 21-11 1939, p. 29 et AGR, Dossier 35..., 18-11 1939, Léopold III à H. Pierlot, 20-11 1939, H. Pierlot à Léopold III; 20-11, 21-11 1939, Léopold III à H. Pierlot et Copie 22-11 1939, H. Pierlot à Léopold III.

13 CSG, C1, 24-11 1939, p. 35-37.

14 FS (Fonds Spaak), C1, F1, D16 : 27-02 1940, P. Le Tellier à R. Capelle.

15 CSG, C1, 24-11 1939, p. 39-40.

Vichy. De mi-juin à fin juillet 1940, dans un « universel abandon », accablé par la défaite française, Pierlot a lui-même hésité à partir. Il a même présenté la démission de son gouvernement à Léopold III et aux Allemands. Ceux-ci n'ont jamais répondu. Fin août, Pierlot prend la décision de quitter la France. Spaak l'accompagne. Mais l'un et l'autre sont retenus prisonniers en Espagne par le gouvernement de Franco et doivent s'évader, dans des conditions rocambolesques, pour réussir enfin à gagner Londres après plusieurs semaines de résidence surveillée.

*Pierre Van den Dungen donne un aperçu détaillé de la gestion quotidienne, souvent difficile, de ce gouvernement belge en terre étrangère. Cette étude constitue une partie importante (dans tous les sens du terme) de la biographie. Elle révèle l'affirmation progressive du Cabinet auprès des Alliés, mais aussi en Belgique occupée et au Congo (alors colonie belge). Arrêtons-nous ici sur des événements à caractère essentiellement privés. Car, pour Pierlot, à la rude expérience londonienne et à la déception devant l'attitude de Léopold III (qui a poursuivi sa politique personnelle pendant l'occupation au moins jusque fin 1941), s'ajoute un drame dont il ne s'est jamais remis : la mort de ses deux fils aînés.*

Les 20 et 21 juin 1942 [...] Pierlot se confie à André de Staercke qu'il a fait appeler de Belgique. Il cherche à s'entourer d'hommes de confiance et celui-ci appartient sans conteste à cette catégorie. Une fois devenu chef de cabinet et secrétaire (à partir d'avril 1943), de Staercke contribuera entre autres à l'organisation et à la systématisation des services du Premier<sup>16</sup>. Pierlot [...]

exprime sa passion monarchiste déçue devant la « tromperie de Léopold III », tout à un « esprit de dissimulation qu'il avait commencé à démêler quelques mois avant l'invasion ». Il sait désormais, confie-t-il à André de Staercke, que l'entente avec lui est sans doute devenue impossible. À titre personnel, la politique royale de neutralité toujours affichée — en juin 1942 — le « dégoûte ». Ne s'apparente-t-elle pas à « une combinaison saumâtre des manies de Van Overstraeten (conseiller militaire du roi) et des malices de van Zuylen (directeur de la politique aux Affaires étrangères avant guerre) avec la tendance du roi à la méfiance, à l'abstention, l'isolement<sup>17</sup> » ? Plus profondément encore, Pierlot est meurtri parce que, comme son ami Gutt, la guerre l'a privé de ses deux fils aînés, Louis et Jean. (La nouvelle) s'est d'ailleurs très vite répandue à Bruxelles<sup>18</sup>.

Pierlot n'a raconté la tragédie qu'à quelques proches : « L'accident est survenu le 28 avril 1941. Louis, Jean et Gérard avaient pris le train pour rentrer au collège d'Ampleforth, après les vacances de Pâques. Hubert, légèrement indisposé, était resté à la maison. Un incendie s'est déclaré en cours de route dans le compartiment que les enfants occupaient. Gérard a pu s'échapper à temps en sautant du train. Les deux grands y sont restés avec quatre autres élèves. »

Les garçons venaient d'entrer (en janvier 1941) comme internes dans ce collège catholique<sup>19</sup>.

Depuis lors, le Premier et sa femme continuent « à se consacrer comme par le passé, aux devoirs qui leur restent ». Mais, « hu-

<sup>16</sup> André de Staercke s'est évadé en compagnie de Fernand Spaak, fils du ministre des Affaires étrangères avec lequel il voyage d'avril à juin 1942 (A. de Staercke, *Mémoires sur la Régence et la Question royale*, « Tout cela a passé comme une ombre » et G. Kurgan, *André de Staercke*, Nouvelle Biographie nationale, Bruxelles, Académie, t. 9, 2007, p. 143-146). Mais aussi : CSG, C6, 13-11 1943 ; AGR, dossier 18, doubles en date du 13-10 au 30-11 1943, 16-11 1943 et dossier 22, doubles en date du 22-03 au 2-05 1944. Londres, 22-04 1944.

<sup>17</sup> CSG, C3, 4-05 1942.

<sup>18</sup> Dès mai 1941, un service funèbre a lieu à Bruxelles dans la chapelle du collège Saint-Jean Berchmans. Bien que non annoncé, plusieurs centaines de personnes se pressent lors de l'office religieux, notamment des hommes politiques. (P. Struye, *Journal de guerre 1940-1945*, éd. Racine, 2004, p. 203).

<sup>19</sup> APHP, Divers PH. 2, 1941-1944, correspondance d'Hubert à Londres 12-01 1942, H. Pierlot à F. Haverland.

mainement parlant... espoirs et projets » sont détruits en eux. Dans cette épreuve, le couple s'en remet à sa foi, première des « réalités [...] solides », grâce à laquelle ils résistent à l'abattement et au désespoir. La guerre avait rapproché Pierlot de ses fils, qui avaient atteint l'âge d'homme et beaucoup muri « les derniers mois, au milieu d'évènements dont ils avaient compris le sens ». Et l'homme de principes et d'éducation stricte de se consoler d'avoir eu « l'immense satisfaction [...] de constater qu'ils avaient eu des réactions semblables aux siennes ». Louis, notamment, aux pires heures de la fin juillet 1940, avait envoyé une lettre de soutien à son Premier ministre de père qui avait fait écrire à ce dernier : « Je découvre vraiment mon fils<sup>20</sup>. »

## La Question royale

*La rupture entre les deux branches du pouvoir exécutif belge, officiellement consommée le 25 mai 1940 au château de Wijnendaele, se prolongera la guerre entière. Tout au long du conflit, le gouvernement a pourtant tenté de renouer avec « Laeken » (soit Léopold III) afin de garantir la concorde nationale au moment de la Libération. Mais aussi parce que les ministres craignaient la formation d'un gouvernement autoritaire qui aurait été emmené par le souverain ! Une peur d'ailleurs partagée par les Alliés. L'envoi de la Mission Xavier, ultime tentative dans le sens d'un rapprochement de la part du gouvernement, est l'occasion d'un nouveau drame pour Pierlot et sa femme. Xavier n'est autre que le beau-frère du Premier, François De Kinder. Or, après avoir rempli sa mission (décembre 1943-janvier 1944), celui-ci est arrêté et puis fusillé par les Allemands.*

<sup>20</sup> ULB, Réserve précieuse (RP), Copie correspondance Theunis, 9-06 1941, H. Pierlot à G. Theunis, AHP, Divers PH. 2, 1941-1944, correspondance d'Hubert à Londres, 29-09 1941, H. Pierlot à P. Forthomme, Japon et Notes manuscrites de la main d'Hubert Pierlot..., 1-08 1940.

*De retour en Belgique, Pierlot conserve sa fonction — contre son gré — jusque début février 1945. Les siens (le Parti catholique rebaptisé Parti social chrétien) lui reconnaissent le mérite d'être allé en Grande-Bretagne, mais exigent qu'il garde le silence sur la « politique de Laeken ». Car le différend entre le gouvernement et le roi, en gésine depuis les années trente, s'est entre-temps porté sur la place publique sous le nom de « Question royale »... Jusqu'en juillet 1947, l'ex-Premier, désormais retiré de la vie publique (et même poussé à la retraite par les siens...) se tient coi. Mais les tentatives du nouveau secrétaire du roi, Jacques Pirenne, pour ramener Léopold III sur le trône (le souverain demeure à l'étranger et principalement en Suisse jusqu'en 1950) vont amener Pierlot à sortir de sa réserve. Il le fera alors à grand renfort de publicité dans le quotidien Le Soir, dans une série de douze articles intitulés « Pages d'Histoire ».*

Afin de ne pas interférer dans la campagne électorale, le roi fait annoncer que la parution (du Livre blanc préparé par son secrétaire) aura lieu après les élections du 17 février. Le 13, Pirenne envoie pourtant à *La Libre Belgique* ses intitulés des chapitres qui ne dissimulent rien, en effet, de leur caractère polémique (La défaillance du gouvernement Pierlot, Le roi arrête le gouvernement Pierlot sur la voie de la capitulation politique...). Le sang de Pierlot ne fait qu'un tour. Le 16, la veille du scrutin, il adresse un communiqué au *Soir*, relayé par les journaux, Belga et lu trois fois sur les ondes. L'ex-Premier s'insurge contre les « imputations » de Pirenne (se réclamant des « ordres du roi ») qui laissent le lecteur sans rien, sinon des « titres chocs » jetés en pâture en pleine passion politique, à la veille des élections.

D'ores et déjà, Pierlot [...] dément les intitulés des chapitres. Et d'annoncer, pour la première fois à l'opinion publique, son intention de sortir « d'une réserve et de rompre un silence [...] longtemps imposés et qu'avant-hier encore [...] il déclarait

vouloir continuer à observer, dans l'intérêt supérieur du pays ». Désormais « on a trop abusé d'une discrétion qui finirait par créer une équivoque et égarer l'esprit public ». Aux yeux de Pierlot, Pirenne a découvert la Couronne. En d'autres termes, le droit de réponse lui revient car l'adversaire a ouvert les hostilités. Il conclut son communiqué d'un paragraphe sévère : « Le respect, poussé jusqu'au scrupule, de ce qui reste du secret auquel l'ancien ministre du roi est obligé ne se comprendrait plus, dès lors que sont livrés au jugement de l'opinion les actes que la Constitution a voulu couvrir du manteau de l'irresponsabilité ». « Désormais », lance-t-il sans équivoque, « ma parole est libre<sup>21</sup> »... Et puis, selon Pierlot, Pirenne a commis la pire des erreurs politiques en identifiant l'institution monarchique à Léopold III<sup>22</sup>...

On sait que Pierlot classe documentation et archives depuis l'été 1945. Désormais, il va s'atteler à la rédaction d'un texte suivi sur la base de la copie de Londres (dite L2) de son exposé des rapports entre le roi et le gouvernement pendant la guerre. À partir de février-mars, il confronte ses notes à la bibliographie, interroge divers ex-soubordonnés et collaborateurs sur des sujets précis<sup>23</sup>. L'exposé constitue un document de première main, rédigé au moment des faits et dont nous connaissons la genèse. Pierlot avait commencé son écriture lors de l'été 1940 à Vichy et achevé celle-ci entre janvier et février 1941 à Londres. En mars suivant, il a « remanié » une ultime fois ce texte qu'il dénomme « L'Historique », ayant demandé à Spaak et Gutt d'y appor-

ter les modifications nécessaires. D'autres politiques en exil ont lu et commenté cet ample travail... À cette époque, Pierlot songe à publier son rapport pour l'Histoire. Il se rend compte des « inconvénients possibles » d'une diffusion large, même sans édition officielle, qui serait à l'origine « de polémiques que l'intérêt public commande de ne pas reprendre » [...] On se doute que l'existence du document n'a pu être tenue secrète longtemps, en dépit de toutes les mesures de discrétion. À telle enseigne qu'en 1943, l'espionnage américain est parvenu à s'en procurer une copie aussitôt traduite en anglais<sup>24</sup>...

L'ex-Premier commence son travail de vérification documentaire et d'écriture au plus tard le 25 janvier 1946, soit avant l'affaire du Livre blanc et au lendemain de la prise de position publique du *Soir* dans la Question royale. La posture de neutralité de la rédaction du quotidien l'agrée. « C'est le raisonnement et non la passion qui doit inspirer des électeurs sur le point de se rendre aux urnes<sup>25</sup>. » À la suite de son intervention du 16 février, les pressions amicales, les lettres anonymes — qui vont jusqu'aux menaces de mort — le prient ou le somment de ne pas passer à l'acte. Mais désormais plus rien ne peut l'arrêter de rédiger. Pas même les campagnes de presse de *La Libre Belgique* et surtout de *Vrai* qui le prennent pour cible. Il se passe cependant encore un an et demi avant que l'ex-Premier se résolve à publier son *Mémoire* dans les colonnes du *Soir*<sup>26</sup>. Il aura attendu, derechef, que l'autre bord ouvre le feu »...

Car le roi lui-même hésite sur l'opportunité de faire éditer l'ouvrage de son secrétaire. Il finit par renoncer à la diffusion des quarante-mille exemplaires déjà imprimés. En

21 APHP, Caisse politique depuis 1944, *Le Soir*, « M. Pierlot dément les imputations du secrétaire du roi », 16-02 1946, p. 1 et « Une cinglante mise au point de M. Pierlot », *Le Peuple*, 19-02 1946.

22 APHP, farde Partie générale : dossiers documentaires préparés. Partie générale et J. Stengers, *Léopold III...*, p. 208-213.

23 APHP, Dossier préparatoire au mémoire du Premier ministre, Exposé des rapports entre le roi et le gouvernement pendant la guerre; Bruxelles, 9-03 1946, H. Pierlot au lieutenant-colonel Devaux.

24 J. Stengers, *Léopold III...*, p. 298.

25 AGR, Dossier 124 non repris à l'inventaire, *Le Soir*, 24-01 1946, p. 1 : *Le Soir*, « La Question royale ». Pierlot a coché l'article et *Journal dactylographié...*, 20-02 1946, p. 34.

26 AGR, Dossier 124 Polémique.

revanche, il en fait remettre quelques-uns à une commission — dite commission Servais du nom du procureur général qui la préside — instituée (par le roi) en juillet 1946 et composée de neuf hautes personnalités belges. Soit trois hauts magistrats émérites, quatre avocats, le recteur magnifique et le secrétaire général de l'université de Louvain. L'équilibre politico-philosophique est toutefois garanti par la présence, parmi les sept légistes, de quatre professeurs de l'ULB. Le gouvernement Van Acker, qui vit alors ses dernières heures, ne reconnaît pas officiellement cette instance travaillant sans en référer au Parlement<sup>27</sup>. Le ministre Camille Huysmans (socialiste, libéral, communiste), qui lui succède d'août 1946 à mars 1947, ne lui accorde pas plus de crédit. La commission publie néanmoins son rapport en juin 1947. À cette date, la Belgique est dirigée par un cabinet bipartite, socialiste-catholique, conduit par Spaak et Eyskens, et qui va se maintenir jusqu'en août 1949.

Pour Pierlot, malgré ses efforts pour encourager la « réconciliation nationale », la commission manque son but parce qu'elle propose, en somme, une version adoucie du Livre blanc. Elle s'est, en effet, basée sur les documents amassés par Pirenne (dont certains avaient pourtant été tronqués)...

Les membres de ce groupe de travail ne prétendent d'ailleurs pas à autre chose. Comme le résume durement un article du *Peuple*, « un historien est un arbitre. Eux ont été des répondants. Sollicités par le roi, choisis par lui, ils ont voulu lui rendre témoignage<sup>28</sup> ». C'est alors et seulement alors que Pierlot se décide à rendre public le travail auquel, pour sa part, il se livre depuis l'année précédente. Dans sa perspective, il veut œuvrer au nom de la Vérité, en présentant des « Pages d'Histoire » au-delà des enjeux politiques du moment<sup>29</sup>. ■

27 AHP, Farde Question royale. Polémique. Rapport commission Servais article complémentaire etc. et FS, C20, F190, D3954, Chronologie Question royale, 1946.

28 AHP, Farde Question royale. Polémique. Rapport commission Servais article complémentaire etc. Correspondance de *La Métropole*, Lettre de Bruxelles, le 23 juin 1947. « Le Rapport léopoldien. Un nouveau pas de clerc dans l'impasse. Des avocats qui se défendent de l'être », *Le Peuple*, p. 1 et 3 (Semble-t-il le 22 juin 1947).

29 J. Stengers, *Léopold III...*, p.211-213 et V. Dujardin, « L'impossible réconciliation », M. Dumoulin, M. Van den Wijngaert, V. Dujardin, dans *Léopold III*, Complexe, 2001, p. 229-251, p. 241.